

# Chapitre 9

## La gouvernance économique mondiale depuis 1944

### Table des matières

<b>1</b>	<b>Les réformes de l'après-guerre</b>	<b>3</b>
1.1	Les objectifs des États-Unis . . . . .	3
1.2	Les débuts de la coopération économique . . . . .	3
1.3	Le retour de la croissance économique . . . . .	3
<b>2</b>	<b>La gouvernance mondiale depuis la fin du système...</b>	<b>4</b>
2.1	La crise des années 1970 . . . . .	4
2.2	Les politiques libérales et le recul de la coopération internationale .	4
2.3	La mondialisation et ses conséquences . . . . .	5
2.4	La crise de 2007-2008 . . . . .	5

## Chronologie

### Le Système de Bretton Woods

- 1944 : Conférence de Bretton Woods
- 1945 : Création du FMI et de la Banque mondiale
- 1947 : Création du GATT
- 1948 : Création de l'OECE
- 1964 : Création de la CNUCED
- 1966 : Création du PNUD
- 1971 : Fin de la convertibilité du dollar en or et effondrement du système monétaire de Bretton Woods (fin des fixes entre les monnaies)

### Une période économique troublée

- 1973 : Premier choc pétrolier
- 1975 : Convention de Lomé
- 1976 : Accords de Kingston (changes flottants)
- 1976 : Naissance du G7 (aujourd'hui G8)
- 1979 : Second choc pétrolier
- 1979-1980 : M. Thatcher et R. Reagan lancent des réformes libérales
- 1982 : Crise de la dette au Mexique
- 1985 : Accords du Louvre (pour faire baisser le dollar)
- 1987 : Krach boursier

### Vers une gouvernance mondiale depuis la fin de la guerre froide

- 1995 : Création de l'OMC
- 1999 : Sommet de l'OMC à Seattle perturbé par les altermondialistes
- 1999 : Naissance du G20
- 2001 : Entrée de la Chine à l'OMC
- 2001 : Premier Forum Social Mondial
- 2005 : Entrée en vigueur du Protocole de Kyoto
- 2008 : Faillite de la Banque Lehman Brothers et krach boursier
- 2010 : Réforme du FMI
- 2014 : Effondrement du prix du pétrole

## Introduction

En 1929, une crise économique d'une ampleur jusque-là inconnue, balaye la planète. Les grandes puissances pratiquent le protectionnisme et dévaluent leur monnaie. Le commerce mondial s'effondre. Les États refusent d'agir de façon concertée. La crise de 1929 est en partie responsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi, à partir de 1944, les États-Unis et leurs alliés décident de reconstruire l'économie mondiale sur de nouvelles bases. Des organes de régulation sont mis en place.

Cependant, avec la crise des années 1970, puis avec la mondialisation des échanges, il devient plus difficile de maintenir une gouvernance mondiale.

## 1 Les réformes de l'après-guerre

### 1.1 Les objectifs des États-Unis

---

Les États-Unis se sont considérablement enrichis pendant la guerre. Ils ont massivement exporté des armes et des produits industriels. Ils n'ont subi aucune destruction et leur industrie est ultramoderne. Ils possèdent les 2/3 du stock d'or mondial. Ils recherchent des marchés extérieurs pour leurs entreprises et ils doivent reconverter leur économie de guerre en une économie de paix. Ils veulent aider leurs alliés en Europe et en Asie ; ils craignent que la misère qui règne dans le monde ne soit exploitée par les Partis communistes. Ils vont prendre des initiatives pour organiser la reconstruction économique du monde et faire prévaloir le libéralisme et le libre-échange.

### 1.2 Les débuts de la coopération économique

---

En 1944, se tient aux États-Unis, la conférence de Bretton Woods. Le dollar qui est convertible en or devient la monnaie internationale des échanges. Le dollar est "*as good as gold*". Deux banques sont créées : le **FMI** (Fond Monétaire International) qui prête de l'argent aux États en difficulté et la **Banque mondiale** (ou BIRD) qui finance des projets de développement.

Pour aider à la reconstruction de l'Europe de l'Ouest, les États-Unis mettent en place le Plan Marshall.

En 1947, 23 pays représentant 50 % du commerce mondial signent les Accords du GATT (Accord Général sur le Commerce et les Tarifs Douaniers) : les principaux acteurs du commerce mondial font résolument le choix du libre échange et ils s'engagent à baisser les douanes. Cependant, le GATT ne s'occupe que de l'industrie ; l'agriculture et les services ne sont pas de son ressort.

### 1.3 Le retour de la croissance économique

---

Le retour à la stabilité monétaire relance de façon spectaculaire les échanges. Les États appliquent les idées de Keynes et interviennent dans l'économie pour stimuler la croissance. Les États-Unis dont la monnaie est dominante connaissent un nouvel âge d'or. Ils sont les principaux contributeurs du FMI et de la Banque mondiale, leurs FTN exportent massivement tandis que leur mode de vie se répand sur toute la planète. Pour étendre encore leur influence, ils organisent dans

le cadre du GATT des cycles de négociations multilatérales (le "*Kennedy Round*" de 1964 à 1967). Cependant, le redressement économique et monétaire de l'Europe et du Japon, les investissements des FTN américaines à l'étranger et les déficits liés à la guerre du Vietnam provoquent un déficit de la balance des paiements. Une partie importante du monde reste en marge du système de Bretton Woods. Les pays communistes refusent de participer au FMI et à la BIRD, ils rejettent le Plan Marshall et créent leur propre organisation économique : le CAEM. Les pays du tiers-monde dénoncent le déséquilibre des termes de l'échange : ils exportent des produits bruts dont les cours sont fluctuants alors que les produits finis qu'ils importent restent coûteux. Ils réclament une action en faveur du développement et ils obtiennent la création de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

## 2 La gouvernance mondiale depuis la fin du système de Bretton Woods

### 2.1 La crise des années 1970

---

Au début des années 1970, l'économie américaine inspire moins confiance. Les partenaires des États-Unis convertissent systématiquement leurs dollars en or. Les réserves d'or du pays fléchissent. C'est pourquoi, en 1971, le président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or, puis il le dévalue. Les monnaies deviennent fluctuantes et en 1976, les Accords de Kingston (Jamaïque) consacrent l'avènement des changes flottants.

Parallèlement, les pays développés voient leur compétitivité s'éroder. De nombreuses FTN commencent à faire fabriquer leurs produits chez les "*Dragons*" (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour). Cette situation est aggravée par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. L'inflation et le chômage augmentent dangereusement.

### 2.2 Les politiques libérales et le recul de la coopération internationale

---

Les 7 États les plus industrialisés créent le G7 pour combattre la crise. Mais ils adoptent parallèlement des politiques économiques divergentes si bien qu'il devient très difficile de maintenir une gouvernance économique mondiale. Certains pays (France) adoptent des recettes classiques (le "*Stop and Go*"). D'autres (le Royaume-Uni dirigé par Margaret Thatcher et les États-Unis dirigés par Ronald Reagan) renoncent aux thèses keynésiennes et appliquent les idées libérales de l'école de Chicago. Pour relancer la croissance et attirer les IDE des FTN, ils baissent les dépenses publiques et les impôts des plus aisés et des entreprises, ils réduisent les avantages sociaux des salariés et imposent la flexibilité de l'emploi. Des lois antisyndicales sont votées. Les gouvernements libéraux se lancent dans une politique de **dérégulation** : ils suppriment tous les contrôles qui avaient été imposés au secteur financier après la crise des années 1930. L'économie se financiarise et surtout, elle échappe au contrôle des États. Les agences de notation jouent un rôle croissant car elles notent la dette des entreprises mais aussi celle des États.

La situation des pays en développement devient critique. Beaucoup se sont endettés pour lancer des programmes de développement. Les cours des matières premières s'effondrent et certains États sont au bord de la faillite, notamment en Amérique du Sud. Le FMI leur apporte des fonds mais il impose des réformes brutales (les "*Plans d'Ajustement Structurels*") qui aggravent la pauvreté et provoquent des violences.

### **2.3 La mondialisation et ses conséquences**

---

Au début des années 1990, avec la disparition quasi-totale du communisme, le modèle capitaliste se généralise. Les tensions politiques se réduisent et le commerce mondial augmente. En 1995, le GATT est remplacé par l'OMC. Cette nouvelle organisation a des attributions plus vastes : elle s'occupe de l'industrie mais aussi de l'agriculture, des services et de la propriété intellectuelle (brevets). Elle veut promouvoir une nouvelle gouvernance, amplifier le commerce et éviter les guerres commerciales. L'OMC veut aussi lutter contre la pauvreté dans les pays du Sud et promouvoir le développement durable. Mais, l'action de l'OMC est entravée par la naissance des unions régionales (UE, ALENA, MERCOSUR) et la préférence des pays développés pour les accords bilatéraux. Elle est vivement critiquée par les altermondialistes qui organisent de grands rassemblements lors des sommets du G8 ou de l'OMC (à Seattle en 2000).

La mondialisation ne profite pas aux pays les plus pauvres car les pays riches ferment toujours leurs marchés agricoles et subventionnent leurs agricultures. En revanche, elle favorise les pays émergents (Chine, Brésil...) qui obtiennent la création du G20. Leur poids augmente au FMI.

### **2.4 La crise de 2007-2008**

---

En 2007, une nouvelle secousse ébranle l'économie mondiale. Aux États-Unis, les banques ont accordé d'importants crédits immobiliers (à taux variables) à des ménages modestes. Ces créances ont été ensuite titrisées. Devant la montée des taux, les ménages cessent de payer leurs échéances, ce qui déclenche une crise immobilière et bancaire. La crise prend une dimension mondiale avec la faillite de la Banque Lehman Brothers en 2008. Pour éviter un assèchement du crédit et des faillites bancaires, tous les États, pourtant très endettés, empruntent massivement sur les marchés financiers pour renflouer les banques et financer des plans de relance. Malgré leurs lourdes erreurs payées par les contribuables, les cadres dirigeants des banques ne renoncent pas pour autant à leurs énormes bonus.

Cette crise révèle les excès de la mondialisation financière. Les États obligent les banques à augmenter leurs fonds propres (accords de "*Bâle III*"). Ils tentent de combattre l'évasion fiscale et pointent du doigt les paradis fiscaux. Barack Obama oblige la Suisse à lui livrer les noms des fraudeurs américains.

Mais, en-dehors de ces timides mesures, ils agissent en ordre dispersé.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale met en place une politique de *Quantitative easing* : elle imprime d'immenses quantités de billets pour financer la dette publique et fournir des liquidités aux entreprises.

En Europe, l'Allemagne refuse que la Banque Centrale Européenne (la BCE) achète de la dette publique et elle impose une austérité totalement contre-productive : le chômage ne baisse pas, les déficits continuent d'augmenter et les partis anti-européens se renforcent. Ce n'est qu'à partir de 2012, que Mario Draghi, président

de la BCE, opte pour une politique monétaire plus accommodante notamment pour combattre la menace déflationniste.

La zone euro est aussi ébranlée par la crise grecque ; la Grèce annonce un déficit très largement supérieur aux critères de Maastricht et se déclare en cessation de paiements. Après de nombreuses hésitations, ses partenaires annulent une grande partie de sa dette en échange de réformes (lutte contre la fraude fiscale...). Cependant, en 2015, le problème grec reste entier.

## Conclusion

Après la Seconde Guerre mondiale, tous les États prennent conscience de la nécessité d'une gouvernance économique mondiale. En 1944, est mis en place un système qui favorise principalement les pays occidentaux. Ce système vole en éclat dans les années 1970 sans être remplacé. Le monde reste cependant fracturé par de nombreux déséquilibres (immensité de la pauvreté, atteintes croissantes à l'environnement...). La libéralisation des économies et la domination de la finance provoque des bulles financières et des crises de plus en plus dévastatrices. Une gouvernance mondiale est plus que jamais nécessaire.